

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

La durée de validité en est limitée à un an.

Art. 3. Notre Ministre de l'Education nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 septembre 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

A. BERTQUILLE

Le Ministre du Budget,

Ph. MAYSTADT

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET « MINISTERIE VAN ONDERWIJS »

F. 85 — 2340

21 OCTOBRE 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1er avril 1960 sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat, ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés, notamment l'article 169, § 1er, modifié par l'arrêté royal n° 73 du 20 juillet 1982 et les arrêtés royaux des 29 août 1985 et 21 octobre 1985;

Vu l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, modifié par les arrêtés royaux n° 73 du 20 juillet 1982 et n° 266 du 31 décembre 1983 et l'arrêté royal du 26 août 1985;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics et notamment l'article 9, § 2, aux termes duquel l'avis du Comité général de Consultation syndicale n'est plus requis après expiration du délai qui, en cas d'urgence, est fixé à dix jours prenant cours le jour où la demande d'avis est inscrite pour la première fois à l'ordre du jour d'une séance;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 11 octobre 1985;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 11 octobre 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que par l'arrêté royal du 27 mars 1985 modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal, du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De geldigheidsduur ervan is tot één jaar beperkt.

Art. 3. Onze Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 september 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,

A. BERTOUILLE

De Minister van Begroting,

Ph. MAYSTADT

MINISTERIE VAN ONDERWIJS
EN « MINISTERIE DE L'EDUCATION NATIONALE »

N. 85 — 2340

21 OKTOBER 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 169, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 73 van 20 juli 1982 en de koninklijke besluiten van 29 augustus 1985 en van 21 oktober 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 73 van 20 juli 1982 en nr. 266 van 31 december 1983 en het koninklijk besluit van 26 augustus 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten, inzonderheid op artikel 9, § 2, op grond waarvan het advies van de Algemene Syndicale Raad van Advies niet meer vereist is, in acht genomen het verstrijken van de termijn die in geval van hoogdringendheid is vastgesteld op tien dagen en die ingaat de dag waarop de adviesaanvraag voor de eerste maal ingeschreven werd op de agenda van een vergadering;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt, gegeven op 11 oktober 1985;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 11 oktober 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat bij koninklijk besluit van 27 maart 1985 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen in toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaal-onderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrich-

de ces établissements, des dispositions relatives au congé pour mission et au congé pour faire partie du Cabinet du Roi ont été concrétisées pour ce personnel;

Considérant que des dispositions analogues pour les membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection doivent pouvoir être appliquées dès le 1er septembre 1985;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'intitulé du chapitre X de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, est remplacé par l'intitulé suivant :

« CHAPITRE X. — *Congé pour mission* »

Art. 2. L'article 30 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 30. § 1er. Les membres du personnel visés à l'article 1er sont mis en congé pour mission, pour une période de deux ans au maximum, aux fins d'accomplir d'une manière régulière et continue, une mission leur confiée par le Ministre de l'Education nationale dans le cadre des activités et missions de la guidance psycho-médico-sociale.

Le congé pour mission est renouvelable pour deux périodes de deux ans au maximum.

La durée totale des congés pour mission ainsi accordés, qu'ils soient ou non interrompus, ne peut excéder six ans.

Les congés pour mission sont rémunérés et assimilés à des périodes d'activité de service.

Toutefois, la durée des congés pour mission n'intervient pas pour former la durée du stage fixée à l'article 34 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat, ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés.

§ 2. Les membres du personnel, nommés à titre définitif, visés à l'article 1er, peuvent être mis en congé pour mission pour une demi-prestation, pour une période de deux ans au maximum.

Le congé pour mission pour une demi-prestation est renouvelable pour deux périodes de deux ans au maximum.

La durée totale des congés pour mission pour une demi-prestation ainsi accordés, qu'ils soient ou non interrompus, ne peut excéder six ans.

Les congés pour mission pour une demi-prestation sont rémunérés et assimilés à des périodes d'activité de service.

§ 3. La durée totale des congés pour mission, accordés aux conditions fixées au présent article, qu'ils soient ou non interrompus, qu'ils soient à temps plein ou à demi-temps, ne peut excéder six ans. »

Art. 3. Les articles 35 et 36 du même arrêté en deviennent les articles 36 et 37.

Art. 4. Un chapitre XIII, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« CHAPITRE XIII. — *Congé pour faire partie du Cabinet du Roi*

Art. 35. La durée du congé accordé aux membres du personnel visés à l'article 1er, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 21 novembre 1980 relatif au congé accordé à certains agents de l'Etat mis à la disposition du Roi, n'intervient pas pour former la durée du stage fixée à l'article 34 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 précité. »

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1985.

tingen ahangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, voor dit personeel bepalingen werden bekrachtigd met betrekking tot het verlof wegens opdracht en het verlof om van het Kabinet van de Koning deel uit te maken;

Overwegende dat vanaf 1 september 1985 analoge bepalingen moeten kunnen toegepast worden voor de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten;

Op de voordracht van Onze Ministers van Onderwijs en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het opschrift van hoofdstuk X van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, wordt vervangen door het volgende opschrift :

« HOOFDSTUK X. — *Verlof wegens opdracht* »

Art. 2. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 30. § 1. De in artikel 1 bedoelde personeelsleden worden met verlof wegens opdracht gestuurd, voor een periode van ten hoogste twee jaar, om regelmatig en doorlopend een opdracht te vervullen die hun door de Minister van Onderwijs wordt toevertrouwd in het kader van de activiteiten en opdrachten van de psycho-medisch-sociale begeleiding.

Het verlof wegens opdracht is vernieuwbaar voor twee perioden van ten hoogste twee jaar.

De totale duur van de aldus toegekende al dan niet onderbroken verloven wegens opdracht mag zes jaar niet te boven gaan.

De verloven wegens opdracht worden bezoldigd en met perioden van dienstactiviteit gelijkgesteld.

De duur van die verloven wordt echter niet in aanmerking genomen om de duur te vormen van de stage, bepaald in artikel 34 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra.

§ 2. De in artikel 1 bedoelde vastbenoemde personeelsleden kunnen met verlof wegens opdracht worden gestuurd voor een halve prestatie, voor een periode van maximum twee jaar.

Het verlof wegens opdracht voor een halve prestatie is vernieuwbaar voor twee perioden van ten hoogste twee jaar.

De totale duur van de aldus toegekende al dan niet onderbroken verloven wegens opdracht voor een halve prestatie mag zes jaar niet te boven gaan.

De verloven wegens opdracht voor een halve prestatie worden bezoldigd en met perioden van dienstactiviteit gelijkgesteld.

§ 3. De totale duur van de verloven wegens opdracht, toegekend onder de voorwaarden bepaald bij dit artikel, al dan niet onderbroken, voor een volledige of een halve prestatie, mag zes jaar niet te boven gaan. »

Art. 3. De artikelen 35 en 36 van hetzelfde besluit worden de artikelen 36 en 37.

Art. 4. Een hoofdstuk XIII, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« HOOFDSTUK XIII. — *Verlof om van het Kabinet van de Koning deel uit te maken*

Art. 35. De duur van het verlof, toegekend aan de in artikel 1 bedoelde personeelsleden, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 21 november 1980 betreffende het verlof toegekend aan bepaalde rijksambtenaren die ter beschikking van de Koning worden gesteld, wordt niet in aanmerking genomen om de duur te vormen van de stage bepaald in artikel 34 van het voormeld koninklijk besluit van 27 juli 1979. »

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1985.

Art. 6. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 octobre 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,
D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,
A. BERTOUILLE

Le Ministre du Budget,
Ph. MAYSTADT

F. 85 — 2341

21 OCTOBRE 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat, ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1er avril 1960 sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat, ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés, notamment l'article 169, § 1er, modifié par l'arrêté royal n° 73 du 20 juillet 1982 et l'arrêté royal du 29 août 1985;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics et notamment l'article 9, § 2, aux termes duquel l'avis du Comité général de Consultation syndicale n'est plus requis après expiration du délai qui, en cas d'urgence, est fixé à dix jours prenant cours le jour où la demande d'avis est inscrite pour la première fois à l'ordre du jour d'une séance;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 11 octobre 1985;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 11 octobre 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient, par analogie avec l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'il a été complété par l'arrêté royal du 16 février 1983, d'insérer le congé pour mission et le congé pour faire partie du Cabinet du Roi, dans l'article 169, § 1er, de l'arrêté royal précité du 27 juillet 1979 de manière à ce que ces dispositions puissent être appliquées dès le 1er septembre 1985;

Art. 6. Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 oktober 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Onderwijs,
A. BERTOUILLE

De Minister van Begroting,
Ph. MAYSTADT

N. 85 — 2341

21 OKTOBER 1985. — Koninklijk besluit houdende wijziging van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 169, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 73 van 20 juli 1982 en het koninklijk besluit van 29 augustus 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten, inzonderheid op artikel 9, § 2, op grond waarvan het advies van de Algemene Syndicale Raad van Advies niet meer vereist is, in acht genomen het verstrijken van de termijn die in geval van hoogdringendheid is vastgesteld op tien dagen en die ingaat de dag waarop de adviesaanvraag voor de eerste maal ingeschreven werd op de agenda van een vergadering;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt, gegeven op 11 oktober 1985;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 11 oktober 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het aangewezen is, naar analogie van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals het aangevuld werd bij het koninklijk besluit van 16 februari 1983, het verlof wegens opdracht en het verlof om van het Kabinet van de Koning deel uit te maken, op te nemen in artikel 169, § 1, van het voormeld koninklijk besluit van 27 juli 1979 opdat die bepalingen zouden kunnen toegepast worden vanaf 1 september 1985;